

L'AMÉRIQUE LATINE EN BASCULE

Le cycle de gouvernements progressistes qui ont dirigé l'Amérique latine depuis le début du XXI^e siècle appartient aujourd'hui au passé. Dans certains cas, à travers des élections démocratiques, comme en Argentine, au Chili et au Pérou, dans d'autres, comme au Honduras, au Paraguay ou au Brésil, c'est par la voie d'un coup d'État parlementaire que la droite est revenue au gouvernement. Désormais, la dynamique politique s'est renversée.

En Argentine, un libéral, Mauricio Macri, fait face à une crise économique majeure, où les plans du FMI, outre une aggravation des conditions de vie des classes populaires, ne sont pas en mesure de rétablir les équilibres. Au Brésil, un homme à la rhétorique fascisante, Jair Bolsonaro, est parvenu au pouvoir, n'hésitant pas à utiliser comme repoussoir l'expérience vénézuélienne, et multiplie les provocations misogynes, homophobes, racistes, tout en menant une réforme de la sécurité sociale défavorable à la population. Dans les rares pays où il n'y a pas eu d'alternance, le panorama n'est pas plus réjouissant. En Équateur, un candidat de centre-gauche, Lenin Moreno, a été élu en 2017 contre un banquier de l'Opus Dei, mais s'aligne désormais sur les positions de ses homologues de droite, que ce soit en termes diplomatiques ou économiques, et subit les critiques de l'ancien président qui avait parrainé sa campagne. En Bolivie, l'un des rares États où le dirigeant qui a incarné le « virage à gauche » est toujours au pouvoir, où la population bénéficie toujours des bénéfices de la redistribution, Evo Morales fait face à une élection présidentielle à haut risque après avoir perdu en 2016 un référendum qui devrait l'empêcher de se représenter. Enfin, au Nicaragua et au Venezuela, les processus de changement sont devenus des caricatures de moins en moins défendables. Au Venezuela, Nicolás

Maduro se maintient au pouvoir au prix d'une répression croissante malgré sa mise en minorité électorale et fait face à un effondrement économique sans précédent, avec des conséquences dramatiques pour les habitants, qui s'exilent massivement dans les pays voisins, une crise liée à la gabegie gouvernementale, à l'incurie de la gestion pétrolière, et aggravée par les sanctions de l'administration Trump. Au Nicaragua, le gouvernement Ortega est dans une fuite en avant autoritaire et népotique qui n'a plus grand-chose à voir avec les espérances soulevées par la révolution sandiniste dans les années quatre-vingt.

Les chancelleries occidentales poussent des cris d'orfraie sur l'éviction de plusieurs opposants majeurs du scrutin présidentiel vénézuélien considérée comme une mesure effectivement antidémocratique, mais que dire de l'inéligibilité de Lula prononcée par Sergio Moro, futur ministre de la Justice de son opposant Bolsonaro et répondant à des critères plus politiques que juridiques, comme l'ont confirmé depuis plusieurs enquêtes journalistiques. Plus globalement, on parle de *lawfare* pour désigner l'instrumentalisation et le détournement du système judiciaire aux fins d'éviction d'opposants politiques, souvent dans le cadre d'une médiatisation destinée à délégitimer la personnalité visée. Ces pratiques sont également visibles au Pérou, au Guatemala, en Équateur et témoignent d'un réel recul de la démocratie.

La plupart des conquêtes sociales des années progressistes, celles du « virage à gauche » et de la référence à un « socialisme du XXI^e siècle », ont été rognées voire laminées par les effets conjoints de la crise économique et du retour de coalitions conservatrices au pouvoir. Au Venezuela, face au cycle d'hyperinflation, le gouvernement concentre son budget social sur l'octroi de panier d'alimentation basique à la population, une aide bien insuffisante pour subsister dans cette crise. Au Brésil, les augmentations de salaires des années Lula sont ruinées par les effets de la morosité économique. Les mécanismes de démocratie participative ont perdu de leur vitalité. Les institutions ayant conquis une autonomie diplomatique à l'égard des États-Unis (UNASUR, CELAC) sont vidées de leur substance par l'arrivée au pouvoir d'exécutifs conservateurs. L'offensive diplomatique du président Trump et les basculements de majorité ont réussi aujourd'hui à isoler ces régimes qui avaient, il y a une dizaine d'années, fait l'inverse en isolant les États-Unis en Amérique latine.

PRÉSENTATION

L'offensive du gouvernement Trump a évidemment des répercussions dans l'aire latino-américaine. Même si ses menaces militaires à l'égard du Venezuela sont peu crédibles, les sanctions économiques sont réelles et ont un effet dramatique sur la population. Le blocus contre Cuba se poursuit et est même renforcé par l'activation de titre III de la loi Helms-Burton, qui stipule que quiconque utilise les biens nationalisés en 1959 au moment de la révolution cubaine serait passible de poursuites devant les tribunaux états-uniens. Ces mesures anachroniques, qui visent désormais les capitaux canadiens, mexicains ou européens investis dans l'île, servent à mobiliser la bourgeoisie cubaine expropriée au début des années soixante, vivant à Miami, pour emporter l'État de Floride dans le cadre de l'élection présidentielle, fidèle à sa stratégie d'agréger les secteurs les plus réactionnaires de la société états-unienne. Les effets de la politique états-unienne sont visibles aussi dans le chantage réalisé à l'encontre d'un des rares pays à avoir basculé récemment à gauche, à contre-courant du reste du sous-continent, le Mexique. Ce dernier devient le sous-traitant du contrôle xénophobe des migrants centre-américains sous la menace de droits de douane exorbitants. Le modèle de Donald Trump est résolument une référence pour le président brésilien, Jair Bolsonaro, insultant pour les classes populaires, les minorités ethniques, les femmes, à rebours des aspirations d'émancipation d'une large partie des peuples latino-américains.

Pour comprendre cet enlèvement politique, il faut revenir aux racines économiques du problème. Les gouvernements progressistes ont capitalisé au maximum le boom des matières premières, ce qui leur a permis de redistribuer des richesses aux plus modestes sans s'en prendre aux possédants. Cet équilibre a été possible en reprimarisant l'économie et en la rendant ainsi plus vulnérable aux fluctuations des prix fixés sur le marché mondial. Ce modèle de développement dit extractiviste, c'est-à-dire basé sur l'extraction de matières premières, a des conséquences lourdes pour les conditions de travail des salariés, les communautés indigènes qui vivent sur place et l'environnement. Depuis 2014, avec la décrue des cours, la crise économique frappe l'ensemble des États latino-américains avec des amplitudes différentes et avec des conséquences dramatiques pour les populations.

On aurait cependant tort de croire à une nouvelle hégémonie des droites latino-américaines. Mauricio Macri fait face cet

THOMAS POSADO, MICHEL ROGALSKI, PIERRE SALAMA

automne à une élection présidentielle où il n'est pas le favori. Jair Bolsonaro connaît des niveaux d'impopularité records face à ses coupes budgétaires à l'université et à l'ensemble de ses frasques. Des mouvements féministes massifs se développent dans le cône Sud. Partout, des résistances s'organisent contre ces nouvelles politiques. Espérons qu'elles soient en mesure d'infliger des défaites aux nouveaux gouvernements de droite.

THOMAS POSADO, MICHEL ROGALSKI, PIERRE SALAMA